

REPUBLIQUE DU SENEGAL
UN PEUPLE -UN BUT- UNE FOI



MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

**Declaration du Sénégal au Débat général de la session 2020 du Forum
Politique de Haut Niveau des Nations Unies sur les ODD**

07-16 juillet 2020

Madame la Présidente du Conseil Économique et Social des Nations Unies,

Mesdames, Messieurs les Ministres,

Mesdames, Messieurs,

À l'entame de mon propos, je voudrais remercier l'Ambassadeur Mona Juul, Présidente du Conseil Économique et Social des Nations Unies, pour la direction des débats de qualité des sessions ordinaires et spéciales tenues lors de ce Forum politique de Haut Niveau 2020.

Malgré le format particulier auquel nous contrainst la pandémie de la COVID 19, ma délégation reste convaincue que les travaux de cette année contribueront de manière significative à une meilleure prise de conscience des États des défis mondiaux qu'il convient de relever collectivement afin de réaliser le développement durable pour tous en répondant à l'interpellation du thème de cette année "**Accélérer le rythme des actions et des solutions transformatrices : concrétiser la décennie d'action et de résultats pour le développement durable**".

Nul besoin de rappeler, à cet égard, que les conséquences désastreuses de cette crise sanitaire et économique inattendue vont assombrir davantage les tendances déjà inquiétantes enregistrées à l'issue du premier cycle quadriennal de mise en œuvre des ODD, en annihilant notamment les efforts louables consentis dans la réalisation de l'agenda 2030.

Au regard de la nature et de l'ampleur de ces défis qui risquent, plus que jamais, de compromettre notre quête de développement durable pour tous, la seule voix de salut semble dépendre de notre capacité à cultiver, par des actes concrets, l'unité et la solidarité que suggèrent la mise en œuvre et l'atteinte des objectifs de l'agenda 2030.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Les statistiques en Afrique montrent pour l'heure des chiffres peu reluisants : le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté, l'insécurité alimentaire, l'inégalité entre les sexes, pour ne citer que quelques exemples, pourraient augmenter ; sans oublier l'occurrence de recul dans les progrès déjà notés alors que la pandémie n'a pas encore fini de bouleverser l'ordre social et économique dans nos Etats.

C'est là tout le sens de se pencher, de manière urgente et résolue, sur les défis et enjeux qui nous interpellent.

Cela doit s'accompagner d'une volonté politique qui certes n'a jamais fait défaut.

Au Sénégal par exemple, beaucoup de programmes mis en œuvre commencent à montrer des résultats appréciables. La phase II du Plan Sénégal émergent (PAP 2019-2023), cadre de référence des politiques publiques, pourrait relever le niveau d'alignement des priorités nationales aux ODD à 97% contre 77% dans la phase I (PAP 2014-2018).

Le Sénégal demeure également un acteur clé dans la sous-région en matière de paix et de stabilité et le pays a entrepris récemment des efforts en vue de réformer sa structure économique et de gouvernance.

Toutefois, les impacts négatifs notés de la COVID-19 sur plusieurs secteurs déterminants pour l'atteinte des ODD, ayant induit une baisse du taux de croissance, passant de 6.8% projeté pour l'année 2020 à 2.8% contre 5.9% enregistré en 2019 ainsi que la prolongation des délais de réalisation des programmes et projets majeurs de développement tels que l'exploitation du pétrole et du gaz, désormais retardée de deux ans, aura des effets négatifs certains dans la réalisation des ODD.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Afin d'atténuer les impacts économiques de la pandémie du coronavirus, le Gouvernement du Sénégal a créé un Fonds de riposte et de solidarité contre les effets de la COVID-19, appelé Fonds ForceCovid19.

Ce Fonds, d'un montant de 1 000 milliards de FCFA, alimenté par l'Etat, le secteur privé, les partenaires au développement et les bonnes volontés, a permis de réduire les risques,

d'amortir les chocs économiques et de soutenir les populations les plus vulnérables face à la pandémie.

Le Gouvernement du Sénégal a également mis en place un Programme post-covid de Relance de l'Economie Nationale (PREN) articulé autour des quatre axes suivants :

- le renforcement du système de santé ;
- le renforcement de la résilience sociale des populations ;
- la stabilité macro-économique et financière pour soutenir le secteur privé et maintenir les emplois ;
- l'approvisionnement régulier en hydrocarbures, produits médicaux, pharmaceutiques, et denrées de première nécessité.

Pour la Décennie d'action, le Sénégal mise beaucoup sur les questions liées à la préservation de l'environnement, particulièrement sur la lutte contre les changements climatiques ainsi que sur la protection et la préservation de la biodiversité. C'est pourquoi des programmes concrets et spéciaux pour atteindre les ODD ont été mis sur pied : le Plan Sénégal Émergent Vert pour la reforestation durable du territoire national, la transition agro écologique, le Programme Zéro Déchet, etc.

En outre, les priorités au niveau national dans le cadre de la décennie d'actions devraient également être orientées vers :

- la modernisation de l'informel afin de créer les conditions de la relance post-Covid-19 au Sénégal :
- la réadaptation du Plan Sénégal Emergent pour gérer la post-COVID et relancer l'activité économique dans le pays :

Toujours dans l'objectif d'amortir les effets de la pandémie et de tirer profit des fruits de la Decennie d'action, le Sénégal réitère son appel à l'annulation de la dette des pays africains. Cette mesure devrait permettre de mobiliser les ressources nationales sans contrainte aucune et de les concentrer à la reprise post COVID-19 pour l'Afrique, continent qui pourrait le plus souffrir des effets socioéconomiques pervers de la pandémie. Cela, contribuant à maintenir le cap dans la réalisation des ODD et en parfaite adéquation avec les besoins de développement nationaux.

Enfin, il convient de souligner l'importance de disposer d'outils fiables pour la prise de décision et l'évaluation des performances. Dès lors, il est impératif de renforcer les capacités des systèmes statistiques nationaux pour avoir des données plus probantes sur les performances et contre-performances dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Cette capacitation pourrait s'appuyer sur le contexte de floraison de l'innovation notée durant cette pandémie.

En conclusion, une synergie d'intervention entre les différentes plateformes des Nations Unies et les politiques nationales est plus que nécessaire si nous voulons tirer pleinement profit de l'Agenda 2030. Les coordonnatrices et coordonnateurs résidents qui jouent déjà un rôle important, pourraient davantage, s'ils sont au centre d'un système des Nations Unies pour le développement revigoré, aider à faire éclore le monde que nous voulons, c'est-à-dire un monde socialement équitable, économiquement soutenable et écologiquement viable où personne ne sera laissée pour compte.

Je vous remercie de votre aimable attention.